



COMMUNIQUÉ FÉDÉRAL

25 janvier 2020

Réforme Macron/Berger : même le Conseil d'État dit NON !

Impossibilité de garantir la sécurité juridique de la loi, recours excessif aux ordonnances (29 !), empêchant d'avoir une vision d'ensemble de la réforme, éléments financiers insuffisants, impossibilité de vérifier la constitutionnalité du texte, etc.... **Le Conseil d'État plus haute autorité administrative française critique sévèrement le projet de loi.**

Comme nous l'avons constaté au moment de la loi pour un Nouveau Pacte Ferroviaire en 2018, ce gouvernement d'idéologues dogmatiques, obsédé par la volonté de mettre fin au « contrat social issu de 1945 », se caractérise par un amateurisme consternant, un manque d'objectivité et tout cela dans la plus grande des précipitations !

Après plus de 50 jours de grève, avec des manifestations rassemblant à chaque fois plusieurs centaines de milliers d'opposants dans les rues, avec des sondages d'opinion qui, les uns après les autres, ne laissent aucun doute sur le rejet massif dont le projet de réforme est l'objet, le gouvernement s'entête et refuse d'entendre.

Les choses sont pourtant claires : personne ne veut de cette réforme !

Nous continuerons jusqu'à satisfaction à revendiquer le retrait pur et simple du projet de retraite par points !

Prochain rendez-vous interprofessionnel dans les rues le 29 janvier.

Tous en grève, public/privé, jusqu'au retrait du projet Macron/Berger !



RÉSISTER, REVENDIQUER, RECONQUÉRIR !



Contacts Presse **FO** Cheminots :

Philippe HERBECK | Secrétaire Général | 06 18 80 59 54
Daniel FERTÉ | Secrétaire Général Adjoint | 06 38 78 35 61